

**Faits saillants du FPHN 2022 :
Mercredi 13 juillet 2022**

Le segment de haut niveau de l'ECOSOC et le segment ministériel du FPHN ont débuté par des déclarations de dirigeants de l'ONU, de gouvernements et des représentants des Jeunes. Huit ENV ont également été présentés.

**Ouverture du Segment de haut niveau de l'ECOSOC/
Segment ministériel du FPHN**

Le Président de l'ECOSOC, Collen Vixen Kelapile, a ouvert le segment de haut niveau et a noté les nombreux défis profonds auxquels le monde est confronté, notamment la pandémie de COVID-19, l'augmentation des conflits, les crises économique, énergétique et alimentaire, la pauvreté, les reculs de l'égalité des genres, et le climat et les crises de la biodiversité. Il a néanmoins appelé à l'optimisme et à utiliser cette période pour la transformation. Il a souligné que le Programme 2030, le Programme d'action d'Addis-Abeba et l'Accord de Paris constituaient le modèle pour mieux reconstruire et parvenir à un développement durable pour tous.

Soulignant que « notre monde est en grande difficulté, tout comme les ODD », le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé le monde à « sauver les ODD ». Parmi les domaines d'action immédiate, il a souligné : investir dans un accès équitable aux vaccins, notamment par le partage de licences pour permettre aux pays de produire des vaccins et d'autres produits médicalement importants ; s'attaquer aux crises alimentaire, énergétique et des engrais; investir dans les personnes, notamment par le biais du Sommet Transformer l'éducation ; la nécessité de « maintenir le +1,5 °C en vie », notamment en mettant fin à la dépendance aux combustibles fossiles et en investissant dans les énergies renouvelables ; et l'examen de l'accès et de l'éligibilité aux financements concessionnels pour les pays en développement.

Le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Abdulla Shahid, a exhorté à réfléchir à la question de savoir si les politiques de relance actuelles sont propices aux ODD. Il a souligné la nécessité : d'investissements accrus dans l'innovation, la technologie et le changement de comportement ; de protéger les plus vulnérables; de réformer le système financier international ; de faire progresser un indice de vulnérabilité multidimensionnelle ; et de renouveler l'engagement en faveur du développement durable de l'Afrique.

Mokgweetsi Masisi, Président du Botswana, a exhorté à rester résolu à faire avancer le Programme 2030, notamment par le biais de partenariats pour le financer. Il a souligné l'engagement du Botswana à parvenir à une couverture universelle des soins de santé et à l'approbation d'une usine de fabrication d'un vaccin COVID-19 sans brevet ; l'accélération de la numérisation pour créer des conditions favorables au secteur privé ; et des investissements dans l'innovation, l'éducation et la créativité pour promouvoir l'emploi.

Marcelo Rebelo de Sousa, Président du Portugal, coorganisateur de la Conférence des Nations Unies sur les océans, a salué les résultats fructueux de la Conférence sur les océans et a appelé à un financement innovant pour l'Agenda 2030. Soulignant le fort engagement du Portugal envers les ODD, la réalisation d'une part de 60 % d'énergies renouvelables et de son objectif de 30 % d'aires marines protégées, il a exhorté tout le monde à agir maintenant car les cinq prochaines années seront essentielles pour la concrétisation de l'Agenda 2030.

Huang Runqiu, Président de la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP 15 de la CDB), Ministre chinois de l'écologie

et de l'environnement, a souligné les réalisations de la Chine, notamment l'éradication de la pauvreté 10 ans avant la date prévue et les engagements à atteindre ses objectifs en matière de pic de carbone d'ici 2030 et de neutralité carbone d'ici 2050. Il a souligné la diminution de l'intensité énergétique de la croissance économique de la Chine et a déclaré que le reboisement de la Chine représente un quart de l'effort mondial. Notant l'engagement de la Chine envers la présidence de la COP 15, il a souhaité l'adoption d'un cadre mondial de la biodiversité ambitieux, équilibré et pragmatique.

Alok Sharma, Président de la COP 26 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Ministre d'État au Cabinet du Royaume-Uni, a souligné que la sécurité climatique et environnementale est liée à l'énergie et à la sécurité nationale et que l'avenir n'est pas dans les combustibles fossiles. Il a précisé que malgré les engagements du programme de travail Glasgow-Charm el-Cheikh, les progrès restent trop lents et a appelé à redoubler les efforts de mise en œuvre.

Sima Sami Bahous, Directrice exécutive d'ONU Femmes, a souligné que si les femmes étaient confrontées à une augmentation mondiale de la violence sexiste pendant la pandémie, elles étaient également en première ligne, représentant la majorité des travailleurs de la santé. Elle a noté que les taux de vaccination sont inférieurs à 70 % dans la plupart des pays et a appelé à : un investissement accru dans la protection sociale, un renforcement des capacités institutionnelles et du leadership féminin, un financement adéquat pour l'égalité des genres, des données solides, un rôle accru pour la société civile et un espace accru pour les femmes, dans la prise de décision.

Khaled Emam, partenaire organisateur du Grand groupe des Enfants et les Jeunes, et Anja Fortuna, Vice-présidente du Forum européen de la jeunesse, ont noté que les jeunes sont au premier plan de la pandémie tout en luttant avec une faible sécurité d'emploi et une faible rémunération. Ils ont appelé à une participation accrue et significative des jeunes à la prise de décision, à la protection des jeunes pour garantir l'expression en toute sécurité de leurs opinions et à des opportunités financières. Ils ont également appelé à un nouvel instrument contraignant pour les droits des jeunes avec un suivi et une mise en œuvre efficace, et à ce que les pays du Nord mettent fin à la surconsommation.

La séance s'est terminée par l'interprétation de la chanson « Dream big, speak loud » par une chorale d'enfants « Sing for Hope » de New York.

Examens nationaux volontaires

Le Vice-président Félix Ulloa, El Salvador, a souligné le travail du gouvernement pour relever les défis de sécurité (ODD 16), y compris la réduction du taux d'homicides. Il a également souligné les actions visant à réduire le taux de mortalité infantile et maternelle (ODD 3), à assurer la sécurité alimentaire (ODD 2) grâce à un plan directeur de développement agricole et à encourager la participation à la mise en œuvre des ODD grâce à une plateforme numérique de suivi des indicateurs des ODD.

Edite Ramos da Costa Tenjua, Ministre des Affaires étrangères de São Tomé et Príncipe, a fait état des progrès sur : une diminution de la pauvreté (ODD 1) ; une diminution de la malnutrition infantile (ODD 2) ; une baisse de la mortalité infantile et maternelle et des taux de paludisme et de VIH (ODD 3) ; une amélioration des taux d'alphabétisation et de l'assiduité en classe (ODD 4) ; la parité entre les genres dans l'éducation de base (ODD 5) ; un meilleur accès à l'eau potable (ODD 6) ; un accès accru à l'électricité (ODD 7); et la stratégie de transition vers l'économie bleue du pays (ODD 14). Cependant, elle a fait

également état des défis liés au climat (ODD 13) qui entravent la croissance dans certains secteurs, notamment l'agriculture et la mobilité.

Sharmarke Farah, Directrice générale, Bureau national des statistiques, Somalie, a attiré l'attention sur les progrès accomplis dans la réalisation : d'une diminution de la mortalité maternelle (ODD 3) ; la relance du secteur de l'éducation (ODD 4) ; l'accès accru à l'eau potable et l'amélioration de l'assainissement (ODD 6) ; et une augmentation de l'accès à Internet vers l'industrialisation (ODD 9). Il a attiré l'attention sur les défis liés à : « l'insécurité alimentaire marginale » qui touche plus de 70 % de la population (ODD 2) ; une diminution de l'accès à l'énergie (ODD 7) ; et les inondations, les sécheresses et les invasions de criquets pèlerins dues au changement climatique (ODD 13).

Répondant aux questions de la RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, de l'ARGENTINE et de la SIERRA LEONE, Ulloa (El Salvador) a indiqué que l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) était une priorité pour son gouvernement et a mis l'accent sur le plan de développement social du pays ; la politique nationale pour le développement de la petite enfance et les efforts fournis pour lutter contre la violence affectant les élèves ; et son plan agricole, qui vise à assurer la sécurité alimentaire.

Répondant aux questions du Grand groupe des FEMMES, du PORTUGAL, du MEXIQUE et de la SIERRA LEONE, Ramos da Costa Tenjua (São Tomé et Príncipe) a souligné les nombreuses façons dont le changement climatique a un impact négatif sur le pays ; la stratégie d'économie bleue du pays ; et la nécessité de lutter contre la piraterie et les crimes maritimes par le biais d'une coopération bilatérale et multilatérale.

Répondant aux questions de la FINLANDE, le Grand groupe des TRAVAILLEURS ET SYNDICATS, des PHILIPPINES, de la NORVÈGE, de la SUISSE, du DANEMARK, de la SUÈDE et de la SIERRA LEONE, Farah (Somalie) a mis en exergue les efforts visant à soutenir l'urbanisation tout en renforçant les zones rurales ; accroître les recettes intérieures en tant que priorité essentielle ; relever le défi de la disponibilité fragmentée des données ; créer un centre de recherche sur le changement climatique ; et engager l'administration à « une personne, une voix », ainsi qu'à créer des emplois.

Présentant l'ENV de la Dominique, Vince Henderson, Ministre de la Planification, du Développement économique, de la Résilience climatique, du Développement durable et des Énergies renouvelables, a souligné l'alignement du plan de résilience et de relance climatique de la Dominique 2020-2030 avec les ODD et l'objectif de devenir « l'étalon d'or » pour la Résilience climatique des PEID et la gestion des risques de catastrophe. Il a déclaré que la Dominique était en bonne voie pour atteindre tous les ODD et a cité le système financier mondial injuste comme un défi.

Répondant aux questions du MAROC, du CANADA, de la GÉORGIE, du GROUPE MAJEUR DES ENFANTS ET DES JEUNES, du VENEZUELA et de la CEPALC, Henderson a souligné les leçons tirées de l'ouragan Maria, notamment la promulgation de nouveaux codes de construction. Il a également souligné la construction de 5 000 logements avec des objectifs pour assurer la résilience climatique ; décrit la création du département chargé du relèvement de Kalinago pour inclure les peuples autochtones dans la planification nationale ; discuté des travaux sur l'énergie verte ; souligné le caractère multipartite de l'élaboration de l'ENV ; et déclaré que le pays est engagé dans la gestion des déchets vers une économie circulaire.

Mahmoud Ali Youssouf, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Djibouti, a décrit les actions pour atteindre l'ODD 14 (vie aquatique) et l'ODD 15 (vie terrestre), y compris la désignation de 83 000 hectares comme aires marines protégées. Concernant l'éducation (ODD 4), il a partagé un taux de scolarisation de 89 % et a mentionné une réduction des mutilations génitales féminines (MGF) (ODD 5). Il a appelé à des investissements (ODD 17) pour diversifier l'économie et promouvoir la relance post-pandémique.

Répondant au MAROC, au SÉNÉGAL et au Grand groupe des ENFANTS et des JEUNES, Ali a indiqué que l'élaboration de l'ENV était multipartite et participative ; a souligné que la désertification et la déforestation induite par la pauvreté sont des réalités douloureuses pour le pays ; et a souligné les lois sévères pour lutter contre les MGF.

Albert Ramdin, Ministre des Affaires étrangères, du Commerce international et de la Coopération internationale, Suriname, a mis l'accent sur l'investissement dans les infrastructures éducatives (ODD 4) ; a noté les défis d'être un pays très endetté (ODD 8), en faisant le lien avec 35 % de chômage des jeunes ; a partagé divers plans nationaux liés au changement climatique (ODD 13), y compris son parcours vers la préparation à la REDD+ ; et a appelé

à des réformes pour permettre aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'accéder à des financements concessionnels (ODD 17).

Répondant au MAROC, au GROUPE DES PARTIES PRENANTES LGBTI, à SINGAPOUR et au ROYAUME-UNI, Ramdin a déclaré que : le pays renforcerait ses capacités pour s'assurer qu'il est préparé à tout incident dans l'exploitation pétrolière et gazière ; sa plateforme de coordination ENV est ouverte à la participation de toutes les parties prenantes ; le soutien du pays aux personnes vulnérables s'est accru pendant la pandémie ; et des plans forestiers durables ont été adoptés.

Ricardo Nsue Ndemesogo Obono, Directeur général, Institut national de la statistique, Guinée équatoriale, a souligné, entre autres, les progrès accomplis dans l'amélioration de l'égalité, notamment grâce à des programmes pour : les femmes entrepreneurs ; l'aide aux personnes handicapées ; et la promotion de l'équité entre les enfants. Il a également mentionné son programme national de sécurité alimentaire ; les stratégies de lutte contre le paludisme et les infections sexuellement transmissibles et de prévention contre le VIH ; l'implication du pays dans l'Initiative forestière de l'Afrique centrale ; et un processus d'ENV inclusif qui a réuni différentes parties prenantes. Il a souligné également la nécessité de nouveaux progrès dans les domaines de la protection sociale, de l'éducation et de la santé, entre autres.

Samuelu Laloni, Représentant permanent de Tuvalu auprès de l'ONU, a fait état de nombreux alignements entre le plan de développement du pays et le Programme 2030, et a souligné l'accent mis par le pays sur le maintien de sa culture et de ses valeurs. Parmi les défis posés au pays, il a mentionné : le changement climatique, le manque de médecins et d'infirmières en général et pendant la pandémie, et le manque de ressources éducatives et d'enseignants qualifiés. Laloni a appelé les pays à : investir dans la réduction des risques de catastrophe dans le cadre de l'adaptation au climat ; soutenir le droit à un environnement propre et sain ; et soutenir l'initiative de Vanuatu de demander un avis consultatif sur le changement climatique à la Cour internationale de Justice.

Répondant au MAROC, à la NAMIBIE, au Grand groupe des PEUPLES AUTOCHTONES, au NIGER et au VENEZUELA, Nsue Ndemesogo Obono (Guinée équatoriale) a mis en exergue le cadre juridique sur la préservation des forêts et les projets REDD+ ; des processus inclusifs pour l'engagement de la société civile ; les progrès dans la lutte contre le paludisme ; l'amélioration de la scolarisation, l'inclusion des femmes et la production d'énergie ; l'amélioration des données par le biais d'enquêtes auprès des ménages ; et la non-discrimination de tous les groupes autochtones.

Répondant à l'Australie, au Chili, au GRANDS GROUPE DES ONG, aux PHILIPPINES, au ROYAUME-UNI, au DANEMARK, au VANUATU et aux ÎLES MARSHALL, Laloni (Tuvalu) a souligné l'importance d'utiliser l'IVM au lieu du RNB pour mesurer le développement des PEID afin d'assurer un financement adéquat. Il a souligné que l'adaptation au climat, plutôt que la résilience, est une priorité compte tenu de l'élévation rapide du niveau de la mer ; a mis en exergue les efforts de renforcement des capacités en matière de collecte et d'analyse des données ; et a fait état d'efforts visant à inclure toutes les parties prenantes dans la prise de décision.

Dans les couloirs

Compte tenu des longues déclarations de haut niveau qui peuvent accompagner les conférences de l'ONU, plusieurs observateurs ont, cette fois, salué la brève session de haut niveau de 90 minutes qui a eu lieu jeudi. Avec l'approche du point médian de la période de 15 ans retenue pour la mise en œuvre des ODD et le Secrétaire général Guterres tirant la sonnette d'alarme que « nous sommes en grande difficulté », la session de haut niveau a offert un moment de réflexion. Compte tenu des crises multiples et parallèles auxquelles le monde est confronté, il était peut-être approprié que, plutôt que de s'attarder sur les formalités, le reste de la journée se concentre sur la question cruciale de la mise en œuvre nationale des ODD, les délégations continuant à présenter leurs ENV. Dans l'intervalle, certains ont exprimé leur inquiétude quant au fait que, par rapport aux niveaux pré-pandémiques, la participation au FPHN de certaines capitales semblait plus faible que d'habitude, les délégués choisissant de ne pas saisir l'opportunité de s'y rencontrer en mode présentiel et d'apprendre à conduire le changement transformateur que nous recherchons tous. D'autres ont diagnostiqué la « fatigue de réunionite », plusieurs grandes réunions ayant eu lieu au cours des six derniers mois, et d'autres étant encore à venir.